

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RE-MATCH FRANCE

15 RUE DE JOHANNESBURG

ZAC du parc d'activités

67150 ERSTEIN

Code AIOT : 0003015235

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement RE-MATCH FRANCE implanté 15 RUE DE JOHANNESBURG - ZAC du parc d'activités - 67150 ERSTEIN. L'inspection a été annoncée le 07/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RE-MATCH FRANCE
- 15 RUE DE JOHANNESBURG - ZAC du parc d'activités - 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0003015235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RE-MATCH exploite une plateforme de recyclage de gazon synthétique.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Caractéristiques des rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 3.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Contrôle des rejets des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 3.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Limitation du stockage sur site	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 1.2	Sans objet
5	Dispositifs de rétention et de confinement	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.1.6	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.3.1	Sans objet
7	Organisation	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des observations susceptibles de suites administratives et qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé.

Toutefois, au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives dans l'immédiat.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour lever les dysfonctionnements et répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations			
Prescription contrôlée :			
« Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et capacité totale des installations, observations
2662-1	E	Stockage de Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Zones d'entreposage de produits après traitement Volume dédié à cette activité : 6 000 m ³
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Zones d'entreposage de produits avant traitement Volume dédié à cette activité : 40 000 m ³
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	La quantité de déchets traités : 190 t/j

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et capacité totale des installations, observations
2910-A2	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Bascule du séchoir électrique en séchoir gaz</p> <p>Mise en service d'un générateur de chaleur directe d'une puissance de 1 800 kW fonctionnant au gaz naturel</p>

Régime :

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique) »

Constats :

L'exploitant indique que le process a démarré le 18/03/2024. Les données de production depuis le démarrage du site sont disponibles dans la partie confidentielle du rapport.

L'exploitant interroge l'inspection sur les modalités administratives pour éventuellement rajouter aux installations existantes, des silos de sables.

L'inspection répond que toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés doit, avant sa réalisation, être portée à la connaissance du préfet, par un dossier de « porter à connaissance », conformément à l'article R. 181-46 II du Code de l'environnement.

Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 2.4		
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air		
Prescription contrôlée :		
« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants :		
Nature de l'installation Identification de l'émissaire	Paramètres	Périodicité
Conduit n° 1 : Séchoir à tambour	Une mesure du débit rejeté et les teneurs en Oxyde d'azote (NOx en équivalent NO ₂), en Monoxyde de carbone (CO), Oxygène (O ₂) et en poussières totales dans les gaz rejetés à l'atmosphère	Tous les 2 ans
Conduits n° 2, 3 et 4 : Autres équipements des machines et Process séparation	Une mesure du débit rejeté et les teneurs en poussières totales dans les gaz rejetés à l'atmosphère	Tous les 2 ans
La première mesure interviendra dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date de démarrage de la production. »		
Constats :		
<p>L'exploitant indique qu'il a contracté un contrat de maintenance de ses installations avec un prestataire externe.</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle permettant de s'assurer qu'il respecte un rejet de la qualité de l'air sur les paramètres prescrits.</p> <p>Toutefois, il précise qu'il s'engage à réaliser ses contrôles au plus vite.</p> <p>Post-visite par courriel daté du 20/02/2025, l'exploitant a adressé une copie du contrat de prestation, daté du 19/02/2025, pour un contrôle des rejets atmosphériques et aqueux. Par ailleurs, le prestataire a confirmé par courriel du 19/02/2025, être en mesure d'intervenir sur site les 11 et 12/03/2025.</p> <p>Vu les engagements de l'exploitant et vu que le process n'a démarré qu'au 18/03/2024, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.</p>		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :		
<p>L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sans délai, le rapport de contrôle sur les rejets de la qualité de l'air sur les paramètres, dès sa réception.</p> <p>L'absence de ces éléments, sous un délai de 2 mois, serait une non-conformité aux dispositions de l'article 2.4 (Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/04/2024.</p>		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 2 mois		

N° 3 : Caractéristiques des rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des rejets des eaux pluviales
Prescription contrôlée : « Les eaux pluviales sont rejetées au collecteur pluvial du réseau public. Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l et en MES de 30 mg/l. »
Constats : Le decanteur-séparateur d'hydrocarbures présent sur site a été inspecté, vidangé et nettoyé le 11/09/2024 par un prestataire externe. Post-visite par courriel daté du 20/02/2025, l'exploitant a adressé une copie de la fiche d'intervention du prestataire extérieur et le bordereau de suivi des déchets. Sur la fiche, l'opérateur a noté : « (...) Le S/h était saturé de billes (...) ». Aussi, il est porté à l'attention de l'exploitant de veiller au nettoyage régulier des aires de stockages et surtout prévoir de recouvrir tous ces avaloirs d'eaux pluviales de filtres, évitant à l'avenir de saturer le decanteur-séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle permettant de s'assurer qu'il respecte un rejet des eaux pluviales avec une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l et en MES de 30 mg/l. Toutefois, il précise qu'il s'engage à réaliser ses contrôles au plus vite. Post-visite par courriel daté du 20/02/2025, l'exploitant a adressé une copie du contrat de prestation, daté du 19/02/2025, pour un contrôle des rejets atmosphériques et aqueux. Par ailleurs, le prestataire a confirmé par courriel du 19/02/2025, être en mesure d'intervenir sur site les 11 et 12/03/2025. Vu les engagements de l'exploitant et vu que le process n'a démarré qu'au 18/03/2024, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sans délai, le rapport de contrôle sur les rejets des eaux pluviales, dès sa réception. L'absence de ces éléments, sous un délai de 2 mois, serait une non-conformité aux dispositions de l'article 3.3.2 (Caractéristiques des rejets des eaux pluviales) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/04/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Contrôle des rejets des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets des eaux industrielles
Prescription contrôlée :

« L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Point rejet	Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Sortie site avant raccordement au réseau public	PH	1302	Semestrielle	Semestrielle
	Température	1301		
	Débit	1552		
	DCO : Demande Chimique en Oxygène	1314		
	DBO ₅ : Demande Biochimique en oxygène en 5 jours	1313		
	MES : Matières en suspension	1305		
	NGL : Azote global	1551		
	P total : Phosphore total	1350		
	As : Arsenic	1369		
	Cd : Cadmium	1388		
	Cr : Chrome et composés	1389		
	Cu : Cuivre et composés	1392		
	Hg : Mercure	1387		
	Ni : Nickel et composés	1386		
	Pb : Plomb et composés	1382		
	Zn : Zinc et composés	1383		
	Somme des COV (Composés organiques volatils)	1434		
	Somme des HAP	7088		
	Sn : Étain et composés	1380		
	Somme des alkylphénols	6128		
	AMPA	1907		
	Cyperméthrine	1140		
	Hexachloro-1,3-butadiène	1652		
	PFOS	7893		
	Somme des PFAS	8847		
	Pentachlorophénol	1235		
	C10-C13-Chloroalcanes	1955		
	Somme des micro et macroplastiques			

(...) »

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle permettant de s'assurer qu'il respecte un rejet des eaux industrielles avec les caractéristiques des effluent rejetés qui ne dépassent pas les valeurs prescrites.

Toutefois, il précise qu'il s'engage à réaliser ses contrôles au plus vite.

Post-visite par courriel daté du 20/02/2025, l'exploitant a adressé une copie du contrat de prestation, daté du 19/02/2025, pour un contrôle des rejets atmosphériques et aqueux. Par ailleurs, le prestataire a confirmé par courriel du 19/02/2025, être en mesure d'intervenir sur site les 11 et 12/03/2025.

Vu les engagements de l'exploitant et vu que le process n'a démarré qu'au 18/03/2024, l'inspection

propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sans délai, le rapport de contrôle sur les rejets des eaux industrielles, dès sa réception. L'absence de ces éléments, sous un délai de 2 mois, serait une non-conformité aux dispositions de l'article 3.4.2 (Contrôle des rejets des eaux industrielles) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/04/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Dispositifs de rétention et de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déversements et pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : « L'exploitant dispose d'un volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction de 787 m ³ , selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Bassin de confinement des eaux d'un volume disponible en permanence d'au minimum de 600 m³, équipé d'une vanne de coupure et disposée sur le rejet des eaux pluviales ; • Quais : 88 m³ ; • Dallage : 8 cm en moyenne dans les quais : 212 m³. Ce volume doit être disponible en tout temps. Le rejet au réseau communal doit être facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes. (...) »
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente le nouveau bassin de confinement des eaux d'un volume disponible en permanence d'au minimum de 1 170 m ³ . Le volume initial annoncé dans le dossier de demande d'autorisation a été augmenté pour tenir compte du nouveau débit de fuite et de la pluie décennale de la zone d'activité. Le confinement du site s'opère en mettant à l'arrêt la pompe de vidange du bassin au niveau du coffret situé à proximité du bassin. L'exploitant précise qu'une « CONSIGNE D'URGENCE ENVIRONNEMENT » explique la conduite à tenir. Lors de la visite sur site, l'inspection relève : <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de consigne affichée sur site pour actionner le confinement du site ; • la présence d'eau dans le bassin sur une hauteur d'environ 10 cm ; • l'absence de dispositif de risque de chute dans le bassin. Concernant l'absence de consigne affichée sur site pour actionner le confinement du site, l'exploitant s'engage à mettre un affichage sur le coffret ou à proximité. L'inspection demande à être destinataire de photos montrant l'affichage sur site de la consigne.

Concernant la présence d'eau dans le bassin sur une hauteur d'environ 10 cm, l'inspection constate que le bassin se vide bien. L'inspection rappelle à l'exploitant, que la fonction première du bassin est bien de confiner des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident. À ce titre, tout le volume du bassin doit rester disponible et les eaux pluviales doivent être évacuées au plus vite. La consigne doit aussi prendre en compte le cas de déversement accidentel. L'exploitant s'engage à compléter la consigne. Post-visite par courriel du 19/02/2025, l'exploitant a adressé la consigne complétée.

Concernant l'absence de dispositif de risque de chute dans le bassin, l'inspection rappelle le risque de noyade.

L'exploitant indique qu'à date, il n'a installé qu'une seule échelle de secours.

Vu la configuration du bassin en forme de « L », l'inspection suggère de rajouter une bouée de sauvetage et une deuxième échelle de secours.

L'inspection signale que le bassin de confinement est rendu étanche à l'aide d'un liner ou l'évacuation est rendue impossible en dehors des échelles de secours. La zone autour du bassin est fréquentée en journée, comme de nuit par des salariés du site, mais aussi par des salariés des sociétés extérieures.

L'inspection appuie sur le fait qu'un risque de chute et de noyade dans le bassin ne peut être écarté et demande à minima, la mise en place de plusieurs signalisations en périphérie du bassin, notamment pour préciser qu'il s'agit d'une zone dédiée au confinement des eaux d'extinction et d'indiquer le risque de noyade en cas d'incendie. Le rajout d'une bouée de sauvetage et une deuxième échelle de secours sont plus que nécessaires. De plus, afin de protéger la bouée des intempéries, la mise sous coffret est vivement recommandée.

L'exploitant indique, qu'il fera un point sur ce risque de chute avec ses équipes, avant d'envisager la mise en place de dispositif supplémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à être informé de la suite donnée et annonce qu'elle fera un signalement à la DDETS du Bas-Rhin / Pôle travail et entreprises.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

« L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après :

- un réseau de DECI privé constitué d'une réserve incendie de 480 m³ alimentant une pompe de 240 m³ desservant un réseau de 5 poteaux d'incendie normalisés internes au site, répartis autour du bâtiment de stockage pouvant délivrer un débit unitaire de 60 m³/h ;
- le point d'eau incendie normalisé externe au site n° 41651 délivrant 135 m³/h, situé à moins de 100 m de l'entrée du bâtiment ;
- le point d'eau incendie normalisé externe au site n° 41652 délivrant 162 m³/h, situé à moins de 250 m de l'entrée du bâtiment ;
- un réseau de 16 Robinets d'Incendie Armés (RIA) ;

- les bâtiments de stockage du site seront équipés d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.
- (...) »

Constats :

Deux poteaux d'incendie public (donc réputé délivrer un débit minimal de 60 m³/h) sont situés dans la rue sur le domaine public à proximité immédiate du site. Ces poteaux relèvent de la responsabilité de la commune qui est garante du débit comme du caractère normalisé en général. L'inspection recommande néanmoins à l'exploitant de s'assurer auprès de la commune que ces poteaux normalisés fournissent bien le débit requis (60 m³/h). Si tel ne devait pas être le cas, l'atteinte du débit total requis de 2 x 60 m³/h relèverait de l'exploitant pour le débit manquant. L'exploitant adressera les justificatifs de débit à l'inspection, dès réception.

Les vérifications de la conformité des extincteurs, RIA et détection extinction automatique sont faites annuellement par des bureaux de contrôle extérieur.

Post-visite par courriel du 19/02/2025, l'exploitant a remis les contrats de maintenance passés aux bureaux de contrôle extérieurs pour la vérifications des moyens de lutte contre l'incendie.

Les installations de lutte contre l'incendie étant neuves et du fait que le process n'ayant démarré que le 18/03/2024, l'inspection n'a pas vérifié les rapports de contrôle.

L'exploitant signale que le réseau de DECI privé est coupé de la réserve incendie de 480 m³, depuis quelques jours. En effet, une fuite a été détectée sur le réseau, au niveau d'une vanne. Aussi, pour éviter de vider la réserve incendie, le réseau de DECI est hors service. En cas de sinistre, le réseau peut être remis en service rapidement.

Les travaux de réparation sont programmés, le lendemain de la visite.

Post-visite par courriel du 19/02/2025, l'exploitant informe que les travaux de réparation ont été décalés au 20/02/2025, suite à une indisponibilité de pièces.

Post-visite par courriel du 24/02/2025, l'exploitant a confirmé que la fuite sur le réseau des poteaux incendie a été réparée (bride défectueuse sur un raccord) et que l'installation est à nouveau pleinement opérationnelle.

Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Organisation

Prescription contrôlée :

« L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment :

- l'organisation ;
- les effectifs affectés ;
- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement ;
- les moyens de liaison avec le Service d'Incendie et de Secours. »

Constats :

Du fait que le process a démarré le 18/03/2024, l'inspection invite l'exploitant à contacter le Service d'Incendie et de Secours, afin de programmer une visite du site et éventuellement un exercice en commun.

Post-visite par courriel du 19/02/2025, l'exploitant informe que l'Unité Territoriale d'Erstein du SIS 67 a confirmé la faisabilité d'un exercice en commun courant mai 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à être destinataire du compte rendu de l'exercice avec le SIS 67.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Limitation du stockage sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation du stockage sur site

Prescription contrôlée :

« La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Latex 160 tonnes Poussières 100 tonnes
Déchets dangereux	Néant

Le tableau suivant renseigne les stockages maximums relatifs aux activités existantes et les principales consommations estimées :

DESIGNATION	UTILISATION	CONSOMMATION HEBDOMADAIRE ESTIMEE	LOCALISATION DU STOCKAGE	CONDITIONNEMENT	STOCK MAXIMUM
Polymères (Gazons synthétiques)	Matières premières	1 370 tonnes	Stockage extérieur sur emplacement dédié	Emballage en sacs plastiques	33 000 tonnes
Sables	Après séparation lors du traitement	780 tonnes	Stockage intérieur sur emplacement dédié	Big Bags	5 000 tonnes
Fibres		80 tonnes			320 tonnes
Caoutchouc/SBR		375 tonnes			1 500 tonnes
Latex		40 tonnes			160 tonnes
Poussières/ Déchets	Après séparation lors du traitement	25 tonnes	Stockage extérieur sur emplacement dédié		100 tonnes
Graisse	Maintenance	En fonction des besoins	Stock maintenance	Seaux / Cartouches	50 kg
AD Blue	En continu pour les machines	En fonction des besoins	Stock machine	2 Réservoirs AD Blue	450 litres
Diesel				Réservoir Diesel	1200 litres

»

Constats :

Post-visite par courriel du 19/02/2025, l'exploitant a adressé le listing de l'état des stocks au 19/02/2025, jour de l'inspection. Les données sur les quantités de déchets entreposés sur le site sont disponibles dans la partie confidentielle du rapport.

L'analyse des stocks appelle des remarques de la part de l'inspection. En effet, certaines matières produites en sortie de process (latex et poussières/déchets) dépassent les valeurs maximales prescrites à l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/04/2024.

L'exploitant indique que le site rencontre actuellement des difficultés pour trouver des exutoires pour les matières produites en sortie de process. L'exploitant ne ménage pas ses efforts pour trouver des solutions afin de réduire ses stocks.

Vu les engagements de l'exploitant et vu que le process n'a démarré qu'au 18/03/2024, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sous un délai n'excédant par un mois, des mesures prises ou envisagées pour revenir à un stock, conforme aux valeurs maximales prescrites et pour en pallier les effets à court ou à moyen terme.

L'absence de ces éléments, sous un délai de 1 mois, serait une non-conformité aux dispositions de l'article 7.3 (Limitation du stockage sur site) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/04/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 07/01/2025
constat n° 5



Constat 5

